

Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection

DREAL Bourgogne – Franche – Comté

Réf.OH/SK/2016-331

Unité départementale : Côte d'Or		Subdivision : 1	
Nom des inspecteurs : Ophélie HABERMEYER et Isabelle PETTAZZONI			
Date de la lettre d'annonce de l'inspection : 27 juin 2016		Date de l'inspection : 26 juillet 2016	
Type d'inspection :	<input type="checkbox"/> approfondie	ou	<input type="checkbox"/> courante
	<input type="checkbox"/> inopinée	ou	<input type="checkbox"/> annoncée
	<input type="checkbox"/> planifiée	ou	<input type="checkbox"/> circonstancielle
Motif de la planification : respect du programme pluriannuel de contrôle.			
Société : ACRODUR		Régime : A	
Commune : LONGVIC			
Activités : traitement de surface		Priorité : IED, à enjeux	
Liste des installations inspectées : l'ensemble du site.			
Thèmes : Rejets eaux de surface (dont RSDE), rejets air, risques accidentels, équipements sous pression, REACH.			
Référentiels de l'inspection : <ul style="list-style-type: none">• Arrêté préfectoral d'autorisation du 22 juillet 2005 de la société ACRODUR à Longvic (21).• Arrêté préfectoral complémentaire du 10 juin 2013 (RSDE).• Arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surface soumises à autorisation (rubrique n°2565).• Arrêté du 15 mars 2000 modifié relatif à l'exploitation des équipements sous pression.			
Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection : <ul style="list-style-type: none">• M. Jacques DESBROSSES, directeur du site.• le responsable maintenance.• la responsable du laboratoire.• La responsable qualité.			
Constatations effectuées, constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection : <p>Le site industriel à Longvic (21) existe depuis 1963 et a été racheté en 1987. Sa clientèle concerne des secteurs très techniques (aéronautique, pétrole, énergie, nucléaire). L'activité d'ACRODUR consiste à traiter les pièces envoyées par ses clients, d'où la présence de parcs amont et aval d'entreposage. Le site comprend 3 dépôts : le nickel chimique, l'argent et l'étain. Ses clients sont principalement nationaux même si la destination finale des pièces est internationale.</p> <p>ACRODUR emploie 28 salariés sur son site, aucun intérimaire.</p>			

SOMMAIRE :

I) EAU.....	2
I.1) Prélèvements et consommation en eau. Ratio de 8l/m2/étape de rinçage.....	2
I.2) Autosurveillance, contrôles de recalage et contrôles inopinés des eaux industrielles.....	2
I.2.1) Autosurveillance.....	2
I.2.2) Contrôles de recalage.....	3
I.2.3) Contrôles inopinés.....	3
I.3) Les débourbeurs-deshuileurs.....	3
I.4) L'action de réduction des substances dangereuses dans l'eau (RSDE) : le chloroforme.....	3
II. REJETS ATMOSPHERIQUES.....	4
III. PREVENTION DES RISQUES ACCIDENTELS.....	5
III.1) Étude des dangers (EDD) du site.....	5
III.2) Risques électriques.....	5
III.2) Risque incendie.....	5
III.4) Classement SEVESO 3.....	5
III.5) Rétention et étiquetage.....	5
IV. ESP.....	5
V. REACH.....	6
VI. DETENTION ET UTILISATION D'UNE SOURCE RADIOACTIVE.....	6
VII. CONCLUSIONS.....	6

I) EAU

I.1) Prélèvements et consommation en eau. Ratio de 8l/m2/étape de rinçage.

L'article 21.II de l'arrêté du 30 juin 2006 prévoit une consommation spécifique de 8l/m2/fonction de rinçage.
L'exploitant justifiera à l'inspection le respect de ce ratio pour l'année 2015.

I.2) Autosurveillance, contrôles de recalage et contrôles inopinés des eaux industrielles.

L'arrêté préfectoral du 22 juillet 2005 modifié portant autorisation d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement d'ACRODUR à Longvic (21) et l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 juillet 2013 fixent des valeurs limites d'émissions dans l'eau pour les eaux résiduaires industrielles respectivement à l'article 14.2.A et à l'article 2 (B.1). Les périodicités d'analyse sont visées à l'article 15.1 de l'arrêté préfectoral.

I.2.1) Autosurveillance

Concernant 2015, l'analyse des données transmises sous GIDAF par l'exploitant montre des résultats majoritairement conformes, à l'exception de l'azote global. Concernant ce paramètre, ACRODUR a des difficultés à respecter les valeurs limites de son arrêté préfectoral en raison de l'envoi des eaux de rinçages des cuves ayant contenu de l'acide nitrique vers la station interne. L'acide nitrique se transforme dans la STEP en nitrites (...) et conduit à des dépassements en sortie de station en azote global qui se retrouvent dans les résultats d'autosurveillance (dépassements réguliers en flux et concentration).

Concernant ces dépassements, ACRODUR a mis en place plusieurs actions depuis février 2016, notamment la rationalisation de l'utilisation des rejets d'acide nitrique pour les diminuer.

Ces mesures ont permis à ACRODUR d'obtenir une valeur conforme en azote global lors du contrôle d'avril 2016 effectué par le LDCO.

L'inspection demande à ACRODUR de confirmer la conformité de ses rejets en NGL sur 2016. Dans le cas où la conformité ne serait pas systématiquement atteinte, l'exploitant est invité à présenter, dans des délais raisonnables, soit à un plan d'action visant à la mise en conformité, soit de justifier que ses rejets sont compatibles et traitables par la STEP urbaine (modification de l'arrêté préfectoral possible sur ce paramètre d'après l'arrêté ministériel du 30 juin 2006).

L'inspection demande par ailleurs à ACRODUR de veiller à justifier de manière précise les dépassements ou les valeurs indiquées à zéro (voir notamment le mois de février 2016 pour l'argent et l'étain : l'exploitant indique que les résultats étaient inférieurs à la limite de détection (Ld)) dans la partie « commentaire » de ses déclarations GIDAF.

L'article 34.III de l'arrêté du 30 juin 2006 prévoit que « *III. Des mesures du niveau des rejets en cyanure et en métaux (en fonction des caractéristiques présumées du rejet) sont réalisées par l'exploitant sur un échantillon représentatif de l'émission journalière. Des mesures réalisées par des méthodes rapides adaptées aux concentrations à mesurer doivent permettre une estimation du niveau des rejets par rapport aux valeurs limites d'émission fixées. Ces mesures sont effectuées :*

- chaque jour, en vue de déterminer le niveau des rejets en cyanures et en chrome hexavalent (...)»

L'exploitant ACRODUR effectue une mesure hebdomadaire et non journalière du paramètre chrome hexavalent (son arrêté préfectoral ne prévoit qu'une mesure hebdomadaire). L'inspection fera un retour a posteriori sur ce point, après échange avec le ministère.

I.2.2) Contrôles de recalage

L'article 34.III de l'arrêté du 30 juin 2006 prévoit que « *Des mesures portant sur l'ensemble des polluants objet de la surveillance sont effectuées trimestriellement par un organisme compétent choisi en accord avec l'inspection des installations classées, suivant les méthodes normalisées plus précises que les méthodes rapides.* » Les contrôles de recalage d'ACRODUR sont effectués par le laboratoire extérieur LDCO avec son matériel (prélèvement et analyses).

ACRODUR indique insérer les contrôles de recalage en pièce jointe à l'autosurveillance sous GIDAF. En 2015 a été joint sous GIDAF :

- En 2015 : un seul contrôle de recalage a été joint : celui du 16/11/2015 : **il manque l'annexe sur les AOX. Il est demandé à ACRODUR de transmettre à l'inspection le document manquant ainsi qu'une copie des 3 autres contrôles de recalage de 2015.**
- En 2016 : les contrôles de recalage du 21/01/2016 et du 14/04/2016 ont été joints sous GIDAF. Il manque cependant l'annexe relative aux AOX. **Il est demandé à ACRODUR de transmettre à l'inspection le document manquant lié au contrôle de recalage du 21/01/2016**, l'autre ayant été fourni le jour même lors de l'inspection sur site.

I.2.3) Contrôles inopinés

Le contrôle inopiné doit être réalisé par un laboratoire différent de celui qui intervient, le cas échéant, pour l'auto surveillance. Or le LDCO intervient pour l'analyse des paramètres AOX (sous-traitée ensuite au laboratoire Eurofins IPL Est de Maxeville (54)), hydrocarbures totaux (HCT), azote global (NGL) et fluorures. **Il est demandé à ACRODUR d'utiliser un laboratoire différent pour l'autosurveillance et les contrôles inopinés (qu'il s'agisse du prélèvement ou de l'analyse).** Cette disposition devra être mise en œuvre au plus tard pour 2017.

Le dernier courrier du LDCO comporte des données différentes pour le paramètre pH : il indique un pH à 7,6 mais la courbe d'enregistrement indique une variation du pH entre 4,6 et 6,9 pour des valeurs limites réglementaires entre 6,5 et 9. Les données de l'auto-surveillance de ce jour de l'exploitant ne détectent pas de non-conformité. Par ailleurs, de dernier indique avoir une alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH et entraînant automatiquement l'arrêt immédiat de ces rejets conformément à l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 (article 34). **Il est demandé à ACRODUR de vérifier auprès du laboratoire les données pH de ce contrôle inopiné et d'informer l'inspection de ce qu'il en est.**

I.3) Les débourbeurs-déshuileurs.

L'article 14.2.B2 de l'arrêté préfectoral prescrit des valeurs limites de rejet pour les « eaux pluviales et autres eaux propres » à respecter en DCO (35mg/l), MES (40mg/l) et HCT (5mg/l). L'arrêté n'impose pas de périodicité minimale.

ACRODUR indique ne jamais avoir contrôlé les rejets en sortie de ses débourbeurs-déshuileurs. **L'inspection demande à ACRODUR de vérifier d'ici à la fin de l'année 2016 la conformité des rejets des débourbeurs-déshuileurs et d'adopter ensuite une périodicité adaptée pour s'assurer du respect de cette prescription.**

I.4) L'action de réduction des substances dangereuses dans l'eau (RSDE) : le chloroforme.

L'arrêté préfectoral d'ACRODUR relatif à la surveillance pérenne du 10 juin 2013 impose une mesure trimestrielle du chloroforme (code SANDRE 1135) à l'article 3.

Concernant la déclaration annuelle des émissions polluantes, l'inspection relève une erreur dans le calcul des émissions déclarées par l'exploitant dans GERE : **elle lui demande d'indiquer à partir de l'an prochain les valeurs calculées à partir de la moyenne des flux avec chaque débit associé ramené ensuite à l'année au lieu de faire (moyenne des concentrations X débit annuel).** Toutes les mesures effectuées sur les paramètres doivent être prises en compte. **L'inspection demande à ACRODUR de lui fournir les données corrigées des flux annuels 2014 et 2015 en chloroforme.**

ACRODUR a indiqué dans ses déclarations GERE un rendement épuratoire de la STEP de Dijon de 100 % pour le chloroforme, ce qui est très peu probable. **L'inspection demande à ACRODUR de justifier ce rendement ou bien de le corriger dans ses prochaines déclarations.**

ACRODUR a fourni un plan d'action daté de 2013 :

- certaines rubriques sont incomplètes (QMNA5, valeurs limites...) : ACRODUR a des difficultés à recueillir ces données,
- des informations explicitant le calcul manquant : ACRODUR remet à l'inspection en séance les colonnes

manquantes,

- par ailleurs que la solution retenue au titre du programme d'action consiste en un transfert dans l'air du CHCl_3 (le chloroforme étant extrêmement volatil). **Ce procédé n'est pas acceptable, car il s'agit au titre de la réglementation des installations classées d'avoir une approche intégrée des différentes pollutions, le chloroforme étant également considéré comme un polluant dans l'air.**

L'exploitant fait part de ses diverses démarches, notamment :

- Le chloroforme n'est pas directement utilisé sur site, mais est un des produits de dégradation du site.
- ACRODUR a fait partie d'un groupe de travail et a échangé sur le sujet avec plusieurs sociétés.
- Des solutions de substitution ont été recherchées et le CETIM est venu sur site. Ses conclusions ont consisté à préconiser un remplacement par de l'eau oxygénée, ce qui n'a pas été retenu compte tenu des risques associés à ce produit.
- L'utilisation au plus juste de l'eau de javel est déjà effectuée via le pilotage de l'injection par une sonde RH.
- En 2013, l'augmentation de la valeur limite en rejet aqueux en concentration du phosphore total dans l'arrêté préfectoral (de 10mg/l à 50mg/l) a permis à l'exploitant de réduire sa production de chloroforme.

L'inspection demande à ACRODUR de lui transmettre un plan d'action ou une étude technico-économique explicitant ses démarches et recherches, envisageant l'ensemble des solutions techniques possibles pour réduire les rejets en chloroforme (charbon actif...). La faisabilité économique devra être abordée et conduire à une conclusion.

II. REJETS ATMOSPHERIQUES

L'arrêté préfectoral traite des conditions de rejets atmosphériques à l'article 17 (17.2 pour les installations de combustion et à l'article 17.3 pour les autres installations). L'électrolyse cyanure n'est pas nommément citée dans l'arrêté.

L'exploitant a fourni le rapport de contrôle des rejets atmosphériques de l'APAVE n°9200555-001-1 du 7 juillet 2016 suite à son intervention sur site du 23 au 25 mai 2016 (article 20.1 et 20.2 de l'arrêté préfectoral).

L'inspection souligne que les éléments suivants :

- Aux points 4.2 et 4.3 relatifs aux deux chaudières du site, la vitesse au débouché n'est pas suffisante (valeurs moyennes de **4,1m/s** et **3,3m/s** pour une valeur limite minimale pour la vitesse d'éjection de **5m/s**). Par ailleurs un commentaire précise que la chaudière n°1 n'était pas à allure nominale lors de la mesure. L'inspection souhaite savoir si les chaudières étaient en fonctionnement normal le jour du contrôle : ACRODUR confirme (pas de phase de démarrage lors de la mesure). Le rapport indique un fonctionnement continu de l'installation (page 26) sans préciser davantage les conditions de la production. L'objectif est de pouvoir préciser si les mesures ont été effectuées dans des conditions stables et représentatives de l'activité. **L'exploitant doit rendre la vitesse d'éjection suffisante.** Pour les prochains contrôles, l'inspection demande à ACRODUR de **voir avec l'organisme de contrôle pour que soient bien précisées les opérations de production en cours dans ses rapports, lui permettant de se créer un retour d'expérience (REX) au fur et à mesure des années.**
- Sur la chaîne « Ag 3 », les valeurs d'émissions sont largement non conformes concernant les cyanures (**14,51mg/m³ pour une valeur limite maximale de 1mg/m³**) et l'alcalinité totale exprimée en OH- (**2,82mg/m³ pour une valeur limite maximale de 0,5mg/m³**). Concernant les cyanures, ACRODUR indique que de précédentes mesures faites en 2013 non conformes l'ont amenée à mettre en place un laveur de vapeur. En 2014, un test de recalage a été fait entre le contrôle APAVE et une autre société (location d'une petite pompe pour faire le prélèvement puis envoi de ces prélèvements à la société pour analyse) pour contrôler l'exactitude des mesures et vérifier l'efficacité de l'action. En 2015, le contrôle de l'APAVE a montré une mesure conforme en cyanures à 0,5mg/m³. En 2016, le jour de la mesure, l'installation ne fonctionnait pas en production. ACRODUR a mis en route l'installation pour qu'une mesure puisse être effectuée mais le dégraissant en ligne n'était pas branché. **L'exploitant s'engage à refaire une analyse en septembre 2016 pour vérifier la conformité du rejet.**
- Sur la chaîne « électrolyse CN », les valeurs d'émissions sont également non conformes concernant les cyanures (**3,6mg/m³ pour une valeur limite maximale de 1mg/m³**). ACRODUR attendait d'avoir traité l'AG3 avant de traiter cette chaîne. **L'inspection lui demande d'engager un plan d'action sans attendre.**
- L'installation flexible est également à surveiller avec une valeur d'émission concernant les cyanures à la limite de **1,05mg/m³ pour une valeur limite maximale de 1mg/m³**.
- La vitesse d'éjection sur l'extracteur n°1 (K3,K4,K5) est non-conforme (**13,8m/s** pour une valeur limite minimale pour la vitesse d'éjection de **18m/s**) et est à **traiter**.
- L'article 17.1 de l'arrêté préfectoral indique que les points de prélèvement et de mesure doivent être conformes aux dispositions normatives. Le rapport de l'APAVE liste les non-conformités à ces normes (page 4, annexe 1 p29) et indique si ces écarts faussent ou non le résultat. Il y a un cas où l'incidence est non négligeable sur les résultats : c'est l'installation AG3. À noter qu'aucun point de prélèvement de l'exploitant n'est strictement conforme. **L'inspection demande à l'exploitant de mettre en conformité dans des délais rapprochés le point de prélèvement AG3 (avant la réalisation de la mesure complémentaire de 2016).**
- La visite sur site a permis de constater la présence de chapeaux (destinés à empêcher l'eau de tomber dans les

conduits ou les chaudières). Ils gênent l'ascension des rejets atmosphériques (non-conformité à l'arrêté du 2/2/1998 et du (voir AM rubrique combustion) pour les chaudières). **L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre un plan d'action pour traiter ces non-conformités.**

III. PREVENTION DES RISQUES ACCIDENTELS.

III.1) Étude des dangers (EDD) du site.

L'étude des dangers d'ACRODUR date de juin 2004. L'environnement du site a évolué depuis, notamment par l'implantation et le développement d'activités industrielles a proximité qui présentent des impacts directs sur le site. **L'exploitant est invité à prévoir sa mise à jour.**

III.2) Risques électriques

L'article 33 de l'arrêté préfectoral prévoit que : « *Un contrôle, par un organisme indépendant, de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est effectuée au moins une fois par an* ».

ACRODUR présente à l'inspection le rapport référencé n°5553233-005-1du 2/10/2015 de l'APAVE (domaine Q18). Comparativement au précédent rapport, un seul point nouveau notable a été relevé concernant le TGBT TR5 station 100Ax0,8 ALSTHOM : le pouvoir de coupure du dispositif de protection station est trop faible et est à remplacer. Par exemple par un disjoncteur de type NG125N marque Schneider calibré à 80 ampères. L'exploitant a prévu de traiter cette non-conformité au mois d'août 2016 (pendant la fermeture du site, l'arrêt de la production étant nécessaire)

L'inspection demande à ACRODUR de la tenir informée de la levée de cette non-conformité.

III.2) Risque incendie.

L'arrêté préfectoral prévoit a minima 51 extincteurs mobiles (article 32.5.1) et une réserve d'émulseur de 2500l (article 32.6). ACRODUR dispose en réalité de 45 extincteurs contrôlés et indique que le SDIS ne recommande pas d'émulseur. L'étude des dangers du site prévoyait 46 extincteurs en annexe mais 51 dans le corps du texte. **L'inspection demande à ACRODUR d'être en conformité avec son arrêté préfectoral et d'avoir le cas échéant un écrit du SDIS concernant l'émulseur.**

L'exploitant a présenté la liste du personnel et la date des dernières formations (la plupart ont été effectuées en 2016). **L'inspection recommande de lister le personnel dont formation est à renouveler et de définir une périodicité à ce sujet.**

III.4) Classement SEVESO 3.

L'exploitant a présenté son classement au regard des nouvelles rubriques 4000 suite à la mise en œuvre de la directive SEVESO 3. L'Inspection s'est assurée que le site n'était pas classé SEVESO haut ni bas. Il est noté que l'un des critères de classement SEVESO bas est presque atteint (0,9987 inférieur à 1). Le constat au jour de l'inspection est conforme, il est demandé à l'exploitant une comptabilité matière extrêmement précise pour justifier à tout moment de sa situation réglementaire.

III.5) Rétention et étiquetage.

Lors de la visite du site, l'inspection constate qu'il n'y a que les 3 cuves qui ne sont pas repérées : **l'inspection demande à l'exploitant d'identifier la cuve des acides (article 11 de l'arrêté du 30 juin 2006 modifié).**

Pour la mise sur rétention, l'inspection identifie seulement 2 bidons qui ne sont pas placés sur rétention (**non conforme**).

IV. ESP

L'exploitant ne dispose pas d'une liste de ses équipements sous pression (voir article 9bis de l'arrêté du 15 mars 2000 modifié relatif à l'exploitation des équipements sous pression). L'exploitant a indiqué à l'Inspection quels étaient les ESP présents sur site.

Il dispose d'un réservoir de 1500l d'air du 16 juin 1988 (PAUCHARD) de pression maximale de service (PS) 10bar, pression d'épreuve (PE) 15bar. La dernière inspection périodique date du 6 septembre 2005, la dernière requalification périodique du 6 mai 2002. L'équipement est donc en retard d'inspection et requalification.

La visite du site a permis d'identifier plusieurs équipements qui n'avaient pas été signalés aux inspecteurs en salle :

- cuve ETAMOC n°2713 de pression d'épreuve (PE) 10bar, pression maximale de service (PS) 7bar, volume 60l,
- récipient de 1982 de PS16bar et PE20,8 bar,

- cuve d'air comprimé...

Le suivi en service de ces ESP n'a pas été réalisé.

Ceci constitue des non-conformités majeures.

L'inspection demande à ACRODUR de se mettre en conformité sur ces sujets dans des délais courts et de la tenir informée. L'identification des ESP selon l'article 9bis est à lui transmettre ainsi que les procès-verbaux de requalification périodique. Il peut, le cas échéant, se faire aider par un organisme habilité. À défaut de régularisation rapide, des suites seront proposées à Mme le Préfet.

V. REACH

Le site a fait l'objet d'une inspection portant sur REACH le 6 juin 2014 : il ne stocke ni utilise à présent aucune substance de l'annexe 14 suite aux substitutions opérées. L'exploitant détient et utilise des produits contenant 5 substances candidates (liste SVHC). L'exploitant détient et utilise plusieurs substances classées CMR pour lesquelles il est demandé de mener et tracer une démarche de substitution.

VI. DETENTION ET UTILISATION D'UNE SOURCE RADIOACTIVE.

Lors de la visite sur site, l'exploitant a été en mesure de présenter le récépissé de déclaration au titre du Code de la Santé Publique auprès de l'ASN pour la détention et l'utilisation de la source radioactive.

VII. CONCLUSIONS

ACRODUR doit prioritairement mettre en place un plan d'action, l'appliquer et informer l'inspection dans les prochains mois sur les sujets suivants :

- l'identification et le suivi des équipements sous pression (ESP),
- les rejets de chloroforme dans l'eau,
- les rejets atmosphériques en cyanures.

Suites envisagées :

Observations à traiter par courrier dans un premier temps.
Propositions de suites à défaut de régularisation rapide.

Liste des documents établis suite à la visite :

Le présent rapport de constatations.
Lettre à l'exploitant.

Date : à Dijon, le 12 août 2016

La rédactrice	La vérificatrice	L'approbateur
L'Inspectrice des Installations Classées, Fonctionnelle eau	L'Inspectrice des Installations Classées, Responsable de la subdivision 1	L'Inspecteur des Installations Classées, Responsable de l'UD 21
Signé	Signé	Signé
Ophélie HABERMEYER	Isabelle PETTAZZONI	Alain SZYMCZAK